

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je vous avoue que je n'ai pas vu le commentaire du Commissaire au sujet de l'allégation portée. Je pense que c'est un fait notoire que Paul Tellier que j'ai nommé comme greffier de la Fonction publique et que Me Bernard Roy qui est mon chef de Cabinet, avec qui je travaille régulièrement, font en sorte que, au cours d'une journée à peu près normale de travail, outre les réunions du Conseil des ministres et ma présence à la Chambre, peut-être 70 p. 100 de ma journée de travail se déroulent en français. Je trouve donc que c'est non seulement normal mais souhaitable, et je serais prêt à expliquer cela et à le défendre n'importe quand devant le Commissaire ou quiconque.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

[Traduction]

### L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

#### LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre chargé du Commerce international, je poserai ma question au premier ministre. On a annoncé hier soir au journal télévisé du réseau anglais de Radio-Canada, et la nouvelle a été confirmée aujourd'hui à Washington, que le gouvernement canadien avait reporté la présentation d'une mesure concernant les médicaments génériques en attendant que le comité des finances du Sénat des États-Unis se prononce sur le projet d'accord de libre-échange. Étant donné qu'hier le ministre chargé du Commerce international a nié ce lien explicite entre le projet et les médicaments génériques, le premier ministre peut-il nous en donner la raison et informer la Chambre des autres conditions exigées par le gouvernement et le Congrès des États-Unis?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je pense que le ministre du Commerce international a clairement exposé hier la position du gouvernement. Si cette position contredit les nouvelles de Radio-Canada, eh bien, tant pis.

#### LES MODIFICATIONS POSSIBLES À LA LOI SUR LES BREVETS—L'INCIDENCE SUR LE CONSOMMATEUR

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire concerne le ministre de la Consommation et des Corporations. Puisque l'on sait déjà que le projet de loi concernant les médicaments génériques n'oblige pas les grandes sociétés pharmaceutiques internationales à accroître leurs recherches au Canada, peut-il nous expliquer comment ces concessions perpétuelles seront avantageuses pour le consommateur canadien qui devra peut-être payer

### Questions orales

\$100 de plus au cours des 10 prochaines années pour chaque nouvelle ordonnance?

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada):** Monsieur le Président, je suggère au député d'attendre que nous ayons annoncé notre politique avant de commenter des rumeurs de ce genre.

\* \* \*

● (1450)

### L'AGRICULTURE

#### LA DÉCISION SUR LES OBLIGATIONS AGRICOLES

**M. Jack Scowen (Mackenzie):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Quand le ministre va-t-il annoncer la décision sur les obligations agricoles de 6 p. 100 qu'il a promises pendant la campagne électorale?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, c'est une excellente question, je vous l'assure.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wise:** Je devrais peut-être rappeler à mon ami et collègue que, conformément à notre promesse électorale, nous avons renvoyé cette question et deux autres au comité permanent compétent. Ce comité a fait un rapport sur ces trois questions et je suis en train de discuter de celle que le député a abordée, de l'émission d'obligations agricoles, dans le contexte de la situation financière des agriculteurs, avec mes collègues des provinces.

\* \* \*

### LES LANGUES OFFICIELLES

#### LE RAPPORT ANNUEL DU COMMISSAIRE—LES CRITIQUES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Ce matin, le commissaire aux langues officielles a déposé son rapport annuel dans lequel il reproche au gouvernement son immobilisme en ce qui concerne l'égalité linguistique. Il dit qu'il a réclamé un renouveau l'an dernier, mais qu'il n'y a pas encore d'action concrète. Quand le premier ministre déposera-t-il son programme de renouveau et ses modifications à la Loi sur les langues officielles?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si je ne m'abuse, les critiques que mentionne le député s'adressaient aux gouvernements antérieurs, au pluriel.

**M. Allmand:** Oh non, il s'agit de l'an dernier.

**M. Mulroney:** J'ai dit que c'était l'impression que j'avais. Je vais vérifier. Nous verrons qui a raison.